

où la propriété privée serait une excellente solution. Dans certains domaines, la propriété privée obtient d'excellents résultats, mais sûrement pas dans le cas d'un réseau de communication qui, selon la propre expression du ministre, revêt une signification et une importance nationales et est essentiel pour l'avenir du pays.

Comme en 1934, très peu de députés s'élèveraient contre l'objectif de la Société. Nous disons oui au satellite, mais aujourd'hui comme alors, la dispute porte sur les méthodes de financement et d'exploitation, comme sur la responsabilité des dirigeants. Quels arguments le ministre oppose-t-il au principe d'une nationalisation totale? Des arguments par certains côtés identiques à ceux de 1934, quand on disait que pour diriger une entreprise comme la Banque du Canada, par exemple, la compétence n'existait pas en dehors de la communauté bancaire. Pour en assurer le bon fonctionnement il faut, disait-on, recourir aux banquiers et à leurs vastes connaissances spécialisées.

C'est l'une des raisons que le ministre a données pour faire entrer les entreprises de télécommunications dans la Société. Y croit-il vraiment? Il a une grande expérience des affaires et il est renommé pour son habileté à renflouer des sociétés. Il sait qu'il est possible de trouver les compétences. La Société peut faire appel à des experts conseils, elle peut engager les personnes voulues ou son équipe de direction pourrait confier une partie des tâches techniques à ceux qui travaillent dans ce domaine au Canada, aujourd'hui. A mon avis, la compétence ne pose pas de problème. On a tort de penser qu'il faut céder des actions pour avoir les compétences. J'ai peine à croire que le ministre puisse soutenir cette thèse.

J'ai trouvé intéressant ce que le ministre a dit hier au sujet de cette société. Certaines parties de son discours étaient presque empreintes de lyrisme, notamment lorsqu'il a prédit l'avenir de la Société et le rôle que les satellites pouvaient remplir pour le Canada. On se rendait compte qu'il pensait à l'avenir et on pouvait presque déceler un certain enthousiasme dans sa voix. Mais il a été beaucoup moins convaincant lorsqu'il a parlé du financement et de la propriété de la Société.

Le ministre sait qu'avant longtemps cette société devra appartenir entièrement à l'État. Au lieu de recourir à cet arrangement banal proposé à la Chambre, j'avais espéré que le

ministre serait assez courageux pour instaurer la propriété publique maintenant au lieu d'y être forcé plus tard, comme c'est inévitable. Je parle ainsi à cause des différends que susciteront les trois parties qui ne parviendront pas à s'entendre. Les intérêts des entreprises d'exploitation se heurtent manifestement. Même si elles tentent de concilier leurs intérêts avec loyauté et diligence, et je crois qu'il en sera ainsi, il est inévitable que des heurts se produiront. Que veulent-ils: que le satellite rapporte de l'argent ou que leurs portefeuillistes empochent les bénéfices? Comment agiront-ils? Pour favoriser la rentabilité de la Société ou pour s'assurer les taux les plus favorables et faire des bénéfices ailleurs? Le ministre les met dans une posture extrêmement délicate, et il ne peut compter qu'ils l'acceptent.

Les portefeuillistes privés ont les mêmes intérêts que tous les portefeuillistes. S'ils placent leur argent dans cette Société, ils compareront ses réalisations à celles d'autres entreprises, et si leur argent rapporte moins que dans d'autres entreprises, ils retireront leurs placements. On impose derechef à la société de produire des dividendes et de prendre un taux d'expansion tout au moins comparable à celui d'autres investissements.

Comment le ministre peut-il concilier cela avec l'intérêt du pays? Ce dernier peut exiger bien des choses pour offrir les plaisirs des communications et de la technique aux régions reculées du pays. Cela va coûter cher et pourrait ne pas être rentable. Comment réagiront les investisseurs quand le ministre dira que la Société ne fera pas de bénéfices pendant un certain temps, mais qu'il est très urgent que les Esquimaux des régions éloignées, les trappeurs et le personnel des avant-postes dans les régions septentrionales bénéficient de la technologie moderne? Ils vont l'envoyer promener. Le ministre a eu affaire avec des investisseurs et il doit être conscient de cette difficulté. Ces gens veulent faire un profit. Il va être très difficile de concilier l'intérêt national avec l'expansion du pays. Ces deux choses s'excluent. En outre, les intérêts des entreprises d'exploitation seront peut-être tout à fait incompatibles avec ceux des investisseurs du secteur privé et avec l'intérêt national.

Le ministre propose un arrangement impossible. Je vois difficilement comment on pourrait l'appuyer. Quels sont les arguments qui militent en faveur de la nationalisation ou de